Le devoir d'agir

Le Bulletin Economique Algérien

de Jil Jadid

1er semestre 2025

Bulletin semestriel résumant les principaux indicateurs et faits marquants de l'économie et des entreprises algériennes, édité par le **Conseil Scientifique de Jil Jadid** (Oussama Haddad, Kamal Bendimerad, Mouloud Izem et Yassine Mami)

Tables des matières

Préambule 4

Macroéconomie 6

PIB 6

Croissance du PIB 6

PIB par habitant 7

Croissance du PIB par habitant 7

Indice des prix à la consommation 7

Taux d'inflation 7

Taux de chômage 8

Finance 9

Balance courante 9

Dette publique 9

Dette extérieure 9

Importation de biens et services 10

Exportation de biens et services 10

Réserves de change 11

Taux de change 11

Energie 13

Production Gaz et Pétrole 13

Prix du pétrole 13

Accès à l'électricité 13

Numérique 15

Abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe 16

Abonnements à la téléphonie mobile 16

Classement débit internet fixe 16

Classement débit internet mobile 16

Utilisateurs d'internet 17

Les Start-up 18

Agriculture 19

Terres agricoles en KM² 19

Terres agricoles en % 19
Pluviométrie 20
Santé et population 21
Population 21
Croissance de la population 21
Taux de participation à la population active 22
Taux de participation à la population active, femmes 22
Croissance de la population rurale 22
Population urbaine 22
Espérance de vie 23
Taux de fertilité 23
Indice de développement humain 24
Pyramide des âges 24

Préambule

Malgré un rebond post-Covid19 en 2022, la balance courante reste structurellement déficitaire, alimentée par des importations élevées et une dépendance aux hydrocarbures. L'absence de diversification effective limite la résilience de l'économie face aux chocs externes. Les importations ont atteint 57 milliards USD en 2024, en hausse continue. Malgré les appels politiques encourageant la consommation locale, les faits ne montrent pas encore de réelle percée industrielle ou productive suffisante pour réduire durablement la facture d'importation.

Le dinar poursuit sa dépréciation, tandis que le marché parallèle s'impose comme un indicateur plus réaliste de la demande en devises. Ce dualisme crée des distorsions économiques et affaiblit la transparence et l'efficacité des politiques monétaires.

Avec plus de 47 millions d'habitants et une population urbaine représentant 74,4 %, la pression sur les services de base (éducation, santé, logement, transport) s'intensifie. La jeunesse nombreuse est une opportunité mais aussi un risque si elle n'est pas intégrée par l'éducation et l'emploi. Avec un taux de participation à l'emploi de 44,6 %, et seulement 15,5 % pour les femmes, l'économie algérienne sous-utilise son potentiel humain. Cette situation freine la croissance, accentue les inégalités et appelle des réformes structurelles urgentes en matière d'emploi et d'inclusion.

Cependant, l'inflation en Algérie a connu une baisse significative passant de 9.3 % en 2023 à 4 % en 2024, et cela malgré une tension sur le marché des matières premières. L'IDH a également fortement progressé pour s'établir à 0.763, ce qui positionne notre pays dans la catégorie des "haut développement humain".

Sur le plan des TIC, l'Algérie affiche une progression significative, et une hausse notable de la couverture mobile et de l'usage d'Internet. Le numérique est plus que jamais un levier pour moderniser notre économie.

Par ailleurs, la Banque Mondiale et le FMI ont respectivement produit des rapports de suivi de la situation économique en Algérie. Ci-dessous les points à retenir selon ces deux organismes internationaux.

Banque Mondiale – Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Ce rapport de suivi de la situation économique en Algérie pour 2024-2025 souligne une croissance appréciable en 2024, avec un PIB hors hydrocarbures en hausse de 4,8 %, soutenu par l'investissement (+9,5 %) et la consommation (+4,0 %). Cependant, la contraction de 6,9 % de la production pétrolière et la baisse des prix du pétrole (de 103,8 USD en 2022 à 81,7 USD en 2024) ont pesé sur les exportations, qui ont diminué de 10,2 %, entraînant un déficit du compte courant de 1,7 % du PIB. Le déficit budgétaire s'est creusé à 13,9 % du PIB en 2024, financé principalement le FRR, avec une dette publique à 48,5 % du PIB. L'inflation a reculé à 4,0 %, grâce à la désinflation des produits alimentaires. La dépendance aux hydrocarbures demeure un défi majeur, représentant 79 % des recettes d'exportation.

Les atouts de l'Algérie résident dans ses ressources naturelles abondantes, notamment le pétrole et le gaz, et une agriculture dynamique. Toutefois, elle doit relever des défis liés à la diversification économique, à la faiblesse de la productivité dans le secteur manufacturier, et à la nécessité d'accroître l'investissement privé. Les préconisations incluent la nécessité de renforcer la diversification économique, d'améliorer la qualité des dépenses publiques, de favoriser la productivité dans les secteurs manufacturiers et de services, et d'attirer davantage d'investissements étrangers pour soutenir une croissance résiliente et moins tributaire des fluctuations des prix des hydrocarbures.

Fond Monétaire International – Rapport de la mission de consultation en Algérie

La mission du FMI, dirigée par M. *Charalambos Tsangarides*, a effectué une visite à Alger du 16 au 30 juin 2025 pour les consultations annuelles. L'économie algérienne a connu un ralentissement de sa croissance, passant de 4,1 % en 2023 à 3,6 % en 2024, principalement en raison des réductions de production décidées par l'OPEP+. La croissance hors hydrocarbures reste dynamique, avec 4,2 %, mais le secteur des hydrocarbures a pesé sur le solde courant, qui est devenu déficitaire en 2024. Les réserves de change, encore importantes, s'établissent à 67,8 milliards de dollars, couvrant environ 14 mois d'importations. L'inflation a fortement diminué, passant de 9,3 % en 2023 à 4 % en 2024, grâce à une progression plus faible des prix alimentaires. Cependant, le déficit budgétaire s'est creusé à 13,9 % du PIB en 2024, dû à la baisse des recettes pétrolières et à l'augmentation des dépenses, notamment salaires et investissements, et devrait rester élevé en 2025. La politique monétaire est restée accommodante, mais une plus grande flexibilité du taux de change est recommandée pour mieux absorber les chocs extérieurs. Les vulnérabilités budgétaires importantes nécessitent un ajustement progressif mais urgent pour renforcer la résilience économique.

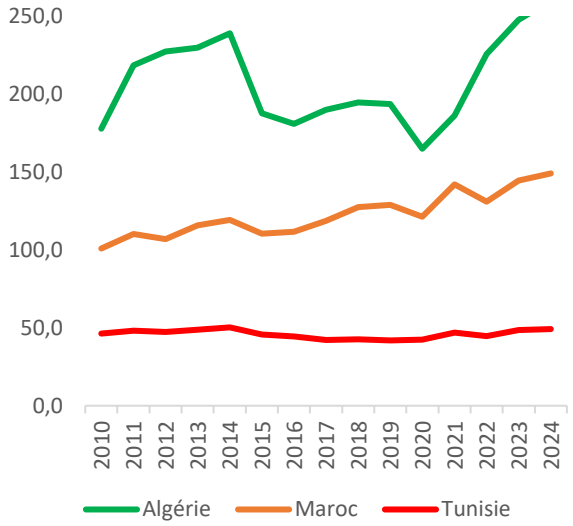
Les risques principaux proviennent de la volatilité des prix des hydrocarbures, des tensions géopolitiques, et des déficits persistants qui menacent la soutenabilité de la dette. Les préconisations incluent la mise en œuvre de réformes pour diversifier l'économie, améliorer la soutenabilité des finances publiques, renforcer la gouvernance, et encourager l'investissement privé. La modernisation du secteur financier, la rationalisation des dépenses, la réforme des subventions, et l'amélioration de la transparence dans la gestion publique sont également soulignées comme des priorités pour soutenir une croissance inclusive et durable à moyen terme.

En synthèse

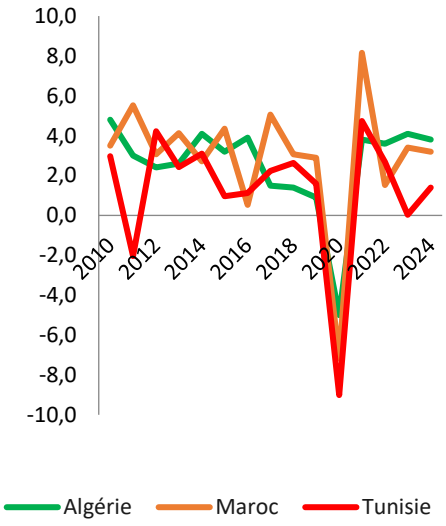
- Les deux rapports présentent des projections très proches pour 2024 et 2025, notamment en ce qui concerne la croissance du PIB, l'inflation, la dette publique, et le volume des exportations et importations.
- La Banque Mondiale prévoit une croissance hors hydrocarbures légèrement plus forte (+0,2 point de pourcentage en 2024).
- Les réserves de change estimées par la BM sont plus élevées de 4,2 milliards USD par rapport à celles du FMI.
- Les deux rapports insistent sur la nécessité d'un ajustement budgétaire progressif pour faire face à la volatilité des prix des hydrocarbures.

Macroéconomie

PIB en Milliards $ (source Banque Mondiale)



Croissance du PIB (prix constants) en % (sources ONS et Banque Mondiale)



Depuis 2019, l'économie nationale a poursuivi une reprise progressive, marquée par une croissance plus soutenue ces dernières années. En 2023, le pays a enregistré une croissance de 4,1 % selon la Banque mondiale, portée par la reprise des hydrocarbures et la consommation intérieure. En 2024, la croissance a atteint 3,1 % selon la Banque mondiale et 3,6 % selon le FMI, confirmant une dynamique modérée mais stable.

L'économie algérienne reste fortement dépendante des hydrocarbures, bien que les secteurs hors pétrole (industrie, services, agriculture) aient connu une croissance de 4 % en 2024. Le gouvernement continue de promouvoir la diversification économique, mais les résultats restent encore limités par rapport à d'autres pays voisins.

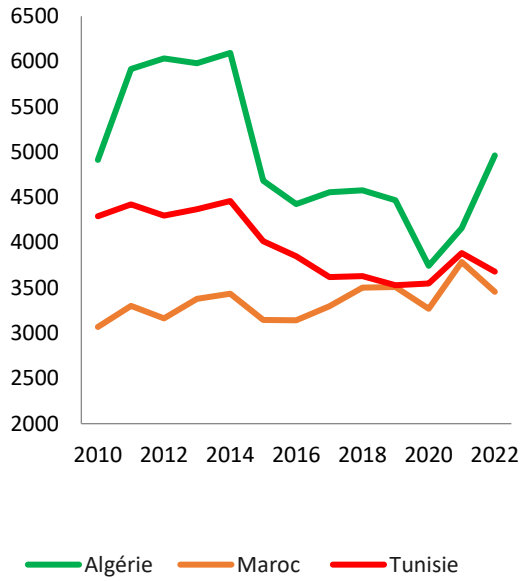
Les prévisions pour 2025 sont optimistes mais prudentes :

- Banque mondiale : croissance attendue à 3,4 %, supérieure à la moyenne mondiale estimée à 2,7 %.
- FMI : croissance prévue à 3,1 %, soutenue par les dépenses publiques et les réformes en cours.

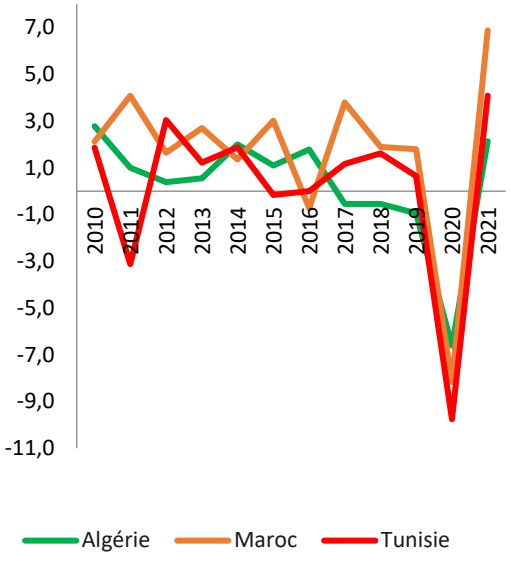
Pour renforcer sa résilience économique, l'Algérie devra :

- Accélérer les réformes structurelles.
- Améliorer le climat des affaires.
- Attirer davantage d'investissements privés.
- Réduire sa vulnérabilité aux fluctuations des prix de l'énergie.
- Maintenir une stabilité politique et une diversification économique, qui restent les leviers essentiels pour assurer une croissance durable à moyen terme.

PIB par habitant (prix courants) (source Banque Mondiale)

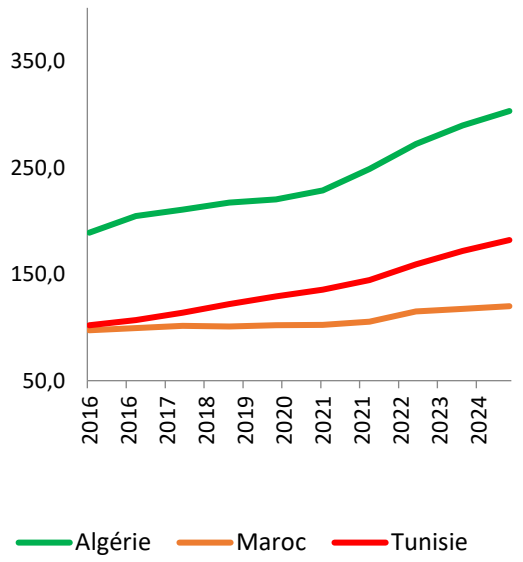


Croissance du PIB par habitant en % (source Banque Mondiale)

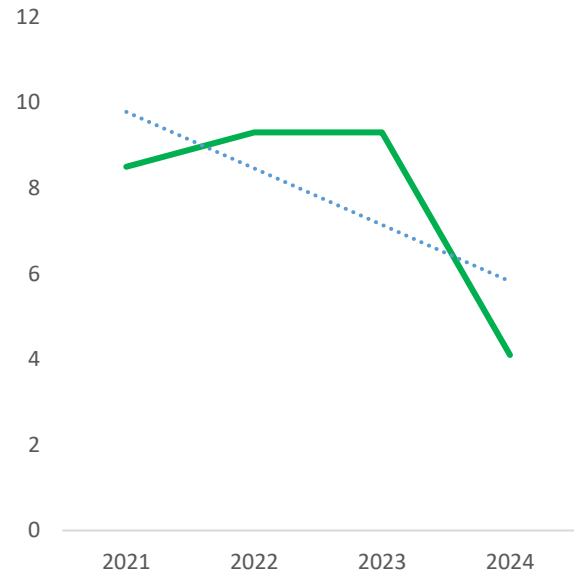


En 2024, le PIB par habitant en Algérie a atteint 5 720 dollars US, en hausse par rapport à 5364 dollars en 2023, grâce à une croissance économique supérieure à la croissance démographique. Ajusté selon la parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant est estimé à environ 13 500 à 14 000 dollars, selon les dernières estimations du FMI et de la Banque mondiale.
Entre 2021 et 2024, le PIB par habitant en PPA est resté relativement stable, oscillant autour de 13 000 à 14 000 dollars, avec une reprise progressive après la baisse de 2020 liée à la pandémie COVID 19.
Cette stabilité reflète une reprise modérée mais constante de l'économie, portée par les hydrocarbures, mais freinée par une diversification encore limitée.
L'IDH de l'Algérie est estimé à 0,745, classé dans la catégorie « élevé », selon les dernières données du PNUD. Cet indice reflète les efforts de l'Etat en matière de santé et d'éducation, mais souligne aussi les défis persistants en matière d'emploi, de gouvernance et d'inclusion économique.

Indice des prix à la consommation (source tradingeconomics.com)



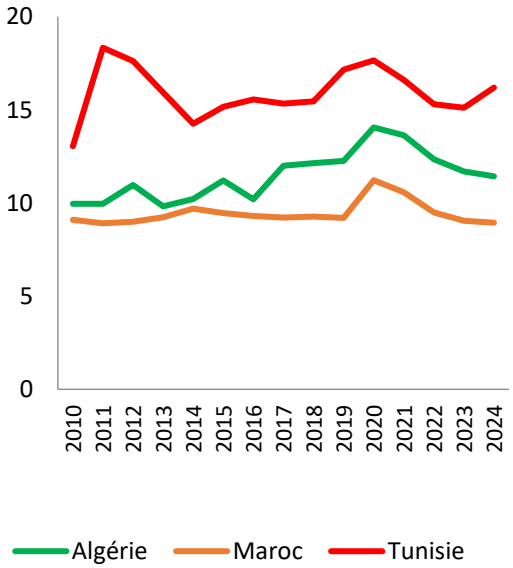
Taux d'inflation en % (source ONS)



En 2024, l'Algérie a enregistré une baisse significative de l'inflation, marquant un retour progressif à la stabilité des prix après deux années de tensions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel s'est établi à 4,1 % à la fin décembre 2024, contre 9,3 % en 2023.

L’inflation a poursuivi sa tendance à la baisse tout au long de l’année, avec une hausse des prix à la consommation limitée à 3,0 % en décembre 2024, bien en deçà des 7,8 % enregistrés en décembre 2023. Cette amélioration reste tributaire de l’intervention publique et des recettes issues des hydrocarbures, ce qui interroge sur la durabilité du phénomène.

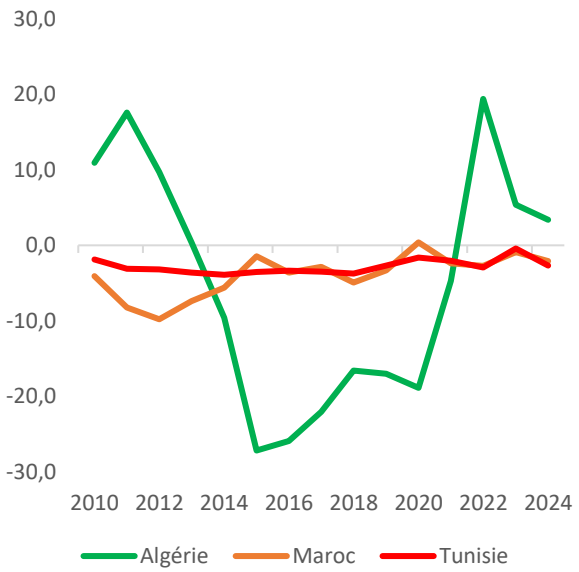
Taux de chômage en % de la population (source Banque Mondiale)



En 2024, le taux de chômage en Algérie a atteint environ 12 % (selon le FMI). Cette augmentation par rapport aux années précédentes est attribuée à divers facteurs économiques et sociaux, notamment la croissance démographique et les défis structurels du marché du travail. Les jeunes et les femmes sont particulièrement touchés par le chômage, avec des taux de chômage plus élevés dans ces groupes. Le gouvernement algérien met en œuvre plusieurs initiatives pour tenter de réduire le chômage, notamment des programmes de formation professionnelle et des incitations à l'entrepreneuriat. Cependant, la situation reste préoccupante et nécessite des efforts continus pour améliorer l'accès à l'emploi et soutenir la croissance économique.

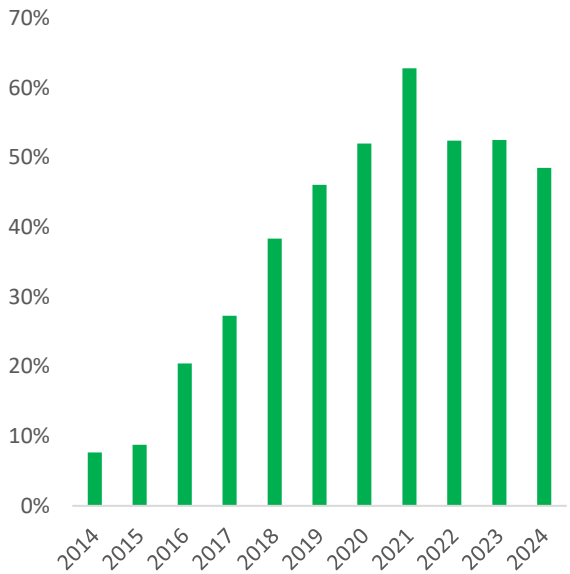
Finance

Balance courante en Milliards $ (sources Banque d'Algérie et Banque Mondiale)



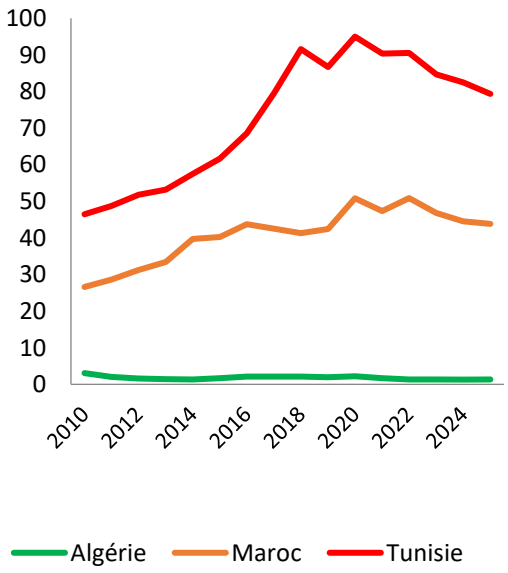
En 2025, la balance courante de l'Algérie reste excédentaire (+5,4 Mds $ en 2023), mais en nette baisse après le pic de 2022 (+19,4 Mds), essentiellement porté par les prix élevés des hydrocarbures. Cette amélioration reste conjoncturelle, sans transformation structurelle du tissu productif. Pire, les projections pour les trois prochaines années annoncent un retour aux déficits, signe d'une économie toujours vulnérable aux chocs extérieurs. Sans politique de diversification claire et réduction des importations structurelles, l'équilibre extérieur du pays ne pourra être durablement maintenu.

Dette publique en % du PIB (source Banque Mondiale)



En 2024, la dette publique de l'Algérie est estimée à 48,5 % du PIB, un niveau encore soutenable en apparence, mais en progression continue. Cette hausse s'explique par une politique budgétaire expansive, financée essentiellement

Dette extérieure en % du PIB (source Banque Mondiale)

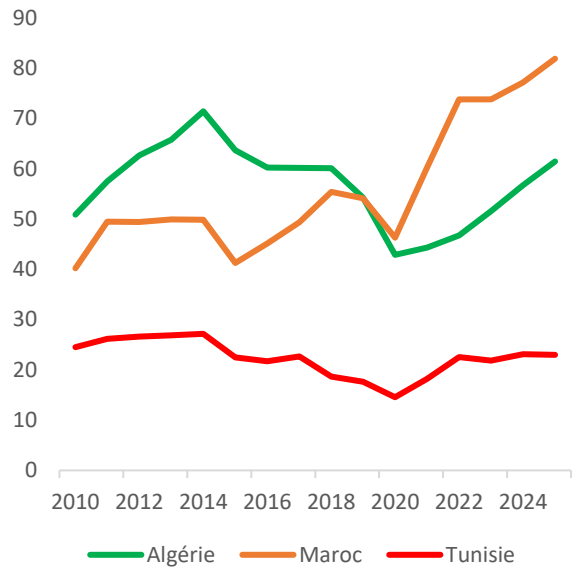


En 2024, la dette extérieure de l'Algérie est estimée à environ 1,3 % du PIB, ce qui en fait l'un des niveaux les plus bas au monde. Ce choix de financement quasi exclusivement interne limite l'exposition du pays aux marchés financiers

par des ressources internes (notamment via le Fonds de régulation des recettes et les avances de la Banque d'Algérie). Si le pays reste peu exposé à la dette extérieure, l'absence de réformes structurelles et la dépendance aux revenus pétroliers rendent cette trajectoire préoccupante. En l'absence de diversification économique, une baisse durable des recettes d'exportation pourrait rapidement détériorer les équilibres budgétaires et accroître le recours à l'endettement.

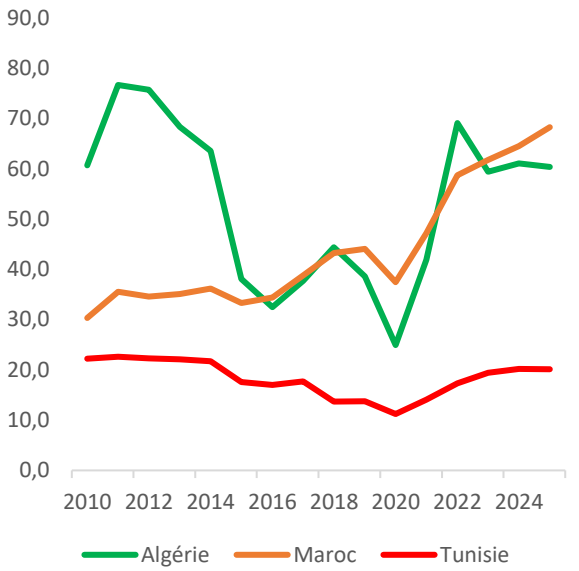
internationaux et au risque de change. Toutefois, cette faiblesse de l'endettement extérieur reflète moins une solidité structurelle qu'une stratégie de repli sur le financement domestique, notamment via la planche à billets et les ressources des entreprises publiques. Si cette posture protège à court terme, elle prive aussi le pays de financements concessionnels utiles au développement, notamment en infrastructures, énergie et transition numérique.

Importation de biens et services en Milliards $ (source FMI)



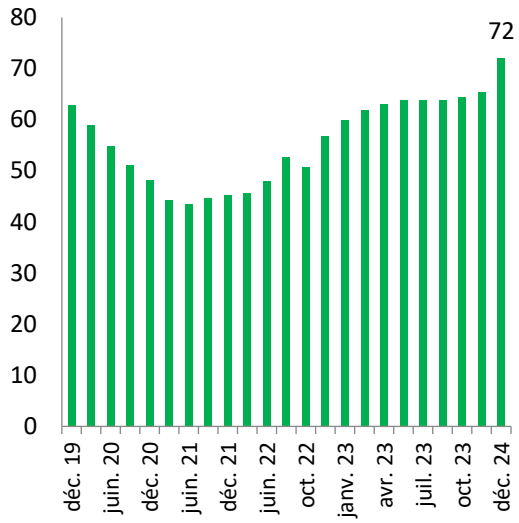
En 2024, les importations de biens et services de l'Algérie ont continué d'augmenter, atteignant environ 56,7 milliards de dollars, puis une estimation plus importante en 2025 pour s'établir à près de 61,4 milliards de dollars. Cette hausse reflète une demande intérieure soutenue et une consommation toujours largement tournée vers les produits importés, notamment alimentaires, industriels et technologiques. Si les initiatives visant à encourager la consommation locale méritent d'être saluées, elles ne se traduisent pas encore par une réduction effective des importations à l'échelle nationale. Cette situation souligne l'urgence d'une politique industrielle plus ambitieuse et cohérente pour réduire la dépendance extérieure sur le moyen terme.

Exportation de biens et services en Milliards $ (source FMI)



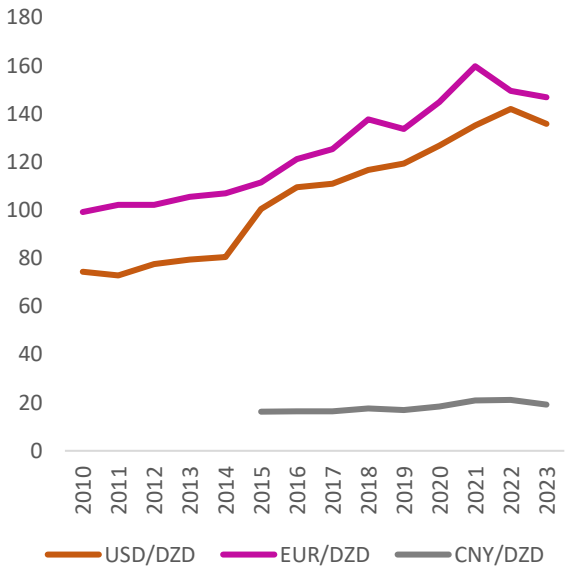
En 2023, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie ont atteint environ 5,1 milliards USD, représentant environ 2 % du PIB national. Cette performance marque une progression notable par rapport aux années précédentes, où ces exportations étaient restées inférieures à 5 milliards USD. Les principaux produits exportés comprennent les engrais minéraux, le ciment, l'acier, le fer, ainsi que des produits agroalimentaires tels que les dattes et les produits alimentaires transformés.
Cependant, en 2024, ces exportations ont diminué à 5,05 milliards USD, en deçà des objectifs gouvernementaux de 8 à 10 milliards USD. Cette baisse est attribuée à une conjoncture économique mondiale moins favorable et à une compétitivité limitée des produits algériens sur les marchés internationaux.
Pour l'avenir, le gouvernement algérien vise à atteindre 29 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures d'ici 2030. Cet objectif ambitieux nécessitera des réformes structurelles, une diversification des produits exportés, une amélioration de la compétitivité industrielle et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Réserves de change en Milliards $ (source Banque d'Algérie)



En 2024, selon la Banque d'Algérie, les réserves de change s'établissent à 72 milliards de dollars, couvrant environ 15 mois d'importations. Ce niveau relativement confortable confère au pays une marge de sécurité face aux chocs externes et assure une certaine stabilité macroéconomique. Toutefois, cette solidité apparente masque toujours la forte dépendance aux recettes des hydrocarbures. Pour consolider cette position, l'Algérie devra accélérer la diversification de son économie afin de réduire sa vulnérabilité aux fluctuations des marchés mondiaux.

Taux de change (source Banque d'Algérie)



En 2024, le taux de change officiel du dinar algérien (DZD) a continué de refléter une tendance à la dépréciation par rapport aux principales devises internationales, notamment l'euro et le dollar américain. Au 26 juin 2025, les cotations officielles de la Banque d'Algérie indiquaient que l'euro s'échangeait à 151.2 DZD et le dollar à 129.5 DZD.

- Cette évolution témoigne d'une pression continue sur le dinar, alimentée par plusieurs facteurs structurels.
- Dépendance aux hydrocarbures : La faiblesse de la diversification économique rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz.
- Importations élevées : Malgré les efforts pour encourager la consommation locale, les importations restent soutenues, exerçant une pression sur les réserves de change.

Marché parallèle : Ce dernier joue un rôle croissant et problématique, avec des taux de change souvent largement supérieurs aux cours officiels. Cet écart significatif reflète une demande en devises étrangères non satisfaite par les canaux officiels, alimentant un marché noir dynamique. Cette dualité des taux de

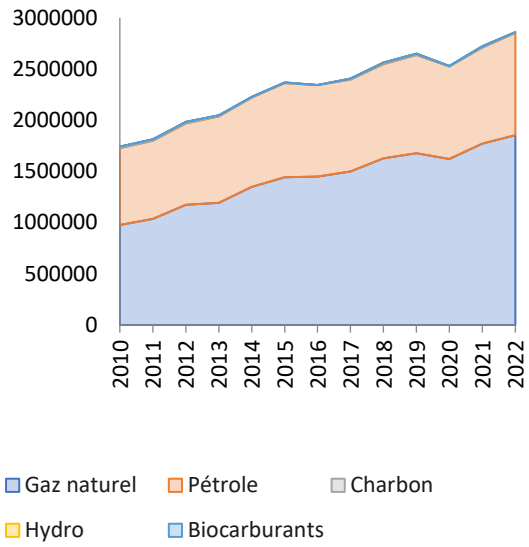
change crée une distorsion majeure dans l'économie, accroît l'incertitude et affaiblit la confiance dans la monnaie nationale, tout en favorisant l'inflation importée.

Pour renforcer la stabilité du dinar, il est impératif d'accélérer la diversification économique, de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, mais aussi de réduire l'écart entre les marchés officiel et parallèle par des mesures de transparence, d'ouverture et de régulation plus efficaces afin de restaurer la confiance dans les institutions financières nationales.

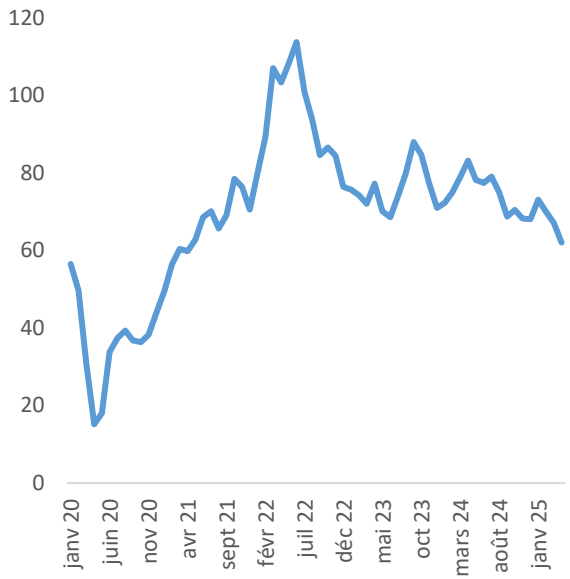
Comme cité précédemment, Il est tout à fait intéressant de suivre l'impact économique des nouvelles mesures prises lors de la loi de finance 2025 pour réduire l'écart entre le marché officiel et parallèle. La situation ne s'est pas améliorée en ce début de second semestre de 2025.

Energie

Production Gaz et Pétrole en Térajoules (source EIA)

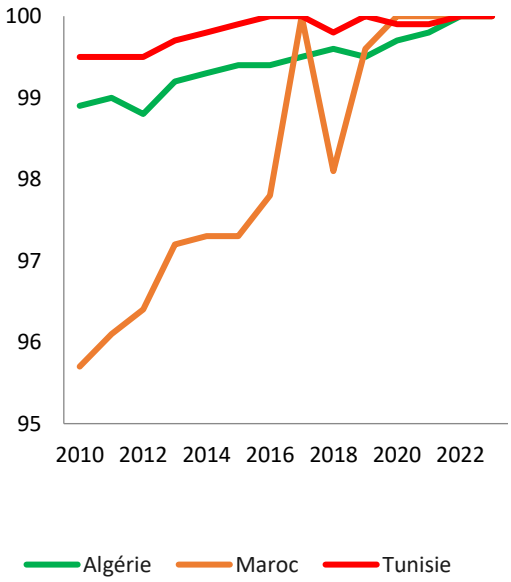


Prix du pétrole en $ (sources OPEP et EIA)



En 2024, le secteur des hydrocarbures en Algérie a affiché une stabilité en volume de sa production, il a connu des prix relativement favorables sur les marchés internationaux.
La production de pétrole brut a atteint une moyenne de 909 000 barils par jour en octobre 2024, confirmant une tendance à la baisse.
Le prix moyen du pétrole brut algérien s'est établi à 84 dollars le baril, en hausse par rapport aux prévisions de la loi de finances, qui tablait sur un prix de référence de 70 dollars. Toutefois, pour atteindre un équilibre budgétaire, l'Algérie aurait besoin d'un prix oscillant entre 100 et 110 dollars le baril.
La production commercialisée d'hydrocarbures a atteint 126 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) à fin septembre 2024. Cette performance a été renforcée par 15 nouvelles découvertes réalisées par Sonatrach.
Les exportations d'hydrocarbures ont généré 34 milliards de dollars de revenus à fin septembre 2024. La fiscalité pétrolière a rapporté 3 035 milliards de dinars algériens, confirmant le rôle prépondérant du secteur dans le financement du budget de l'État.
Le secteur reste stratégique pour l'économie nationale, représentant la principale source de devises et de recettes fiscales. Toutefois, les efforts se poursuivent pour diversifier les partenaires énergétiques, moderniser les infrastructures et accroître la valeur ajoutée locale à travers la transformation et la pétrochimie.

Accès à l'électricité en % de la population (source Banque Mondiale)



En 2024, le secteur de l'électricité en Algérie a connu une croissance soutenue, portée par une demande nationale en hausse et une accélération des investissements dans les énergies renouvelables. La production totale d'électricité a atteint 94,9 TWh en 2023, en hausse par rapport aux 90,5 TWh de 2022. La puissance installée du parc national s'est élevée à 25,5 GW, contre 24,3 GW en 2022.
En 2024, l'Algérie a lancé la première phase du plan solaire national, avec 3 200 MW en cours d'installation sur 13 wilayas. Le projet de 2 000 MW photovoltaïques piloté par Sonelgaz est en cours de réalisation, réparti sur 14 centrales. La production d'électricité renouvelable a atteint 723 GWh en 2023, dont 700 GWh issus du solaire photovoltaïque. Malgré cette progression, les énergies renouvelables ne représentent encore qu'environ 1 % de la production électrique nationale, dominée à 99 % par le gaz naturel.
Le taux de croissance annuel composé (CAGR) du marché de l'électricité reste estimé à 8,5 % entre 2020 et 2025.
Le gouvernement vise à ce que 37 % de la capacité installée et 27 % de la production destinée à la consommation domestique proviennent des énergies renouvelables d'ici 2030. Le plan national prévoit 15 000 MW d'énergie solaire installés d'ici 2035, avec une priorité donnée à la fabrication locale des équipements et au transfert technologique

Numérique

Selon le rapport annuel sur le développement des Technologies de l'Information et de la Communication, intitulé *The ICT Development Index 2025,* l'Algérie marque une belle progression dans le développement de ses TIC.

Position dans le classement mondial

- En 2025, l'Algérie se classe au 74e rang mondial avec un score IDI de 86,1.
- Elle progresse de 6% par rapport à 2024, où son score était de 80,9.

Comparatif régional et de revenu

- En Afrique, l'Algérie se situe dans la moyenne, avec un score supérieur à la moyenne continentale (56) mais en dessous de pays maghrébins plus avancés comme la Tunisie (88) ou le Maroc (88).
- Sur le plan mondial, elle se positionne dans la moitié supérieure, mais reste loin des leaders comme la Corée du Sud (99,2) ou Singapour (97,7).

Indicateurs clés

- Couverture mobile 3G : 78,7% de la population est couverte par au moins un réseau 3G, en hausse par rapport à 2024 (76,4%).
- Couverture 4G : 54,6%, contre 50,1% en 2024.
- Abonnements mobile broadband : 37,8 pour 100 habitants, en augmentation de 2,3 points par rapport à 2024 (35,7).
- Utilisation d'Internet : 81,0% des individus ont utilisé Internet dans les 3 derniers mois, contre 76,4% en 2024.
- Accès à domicile : 73,9% des ménages disposent d'une connexion Internet à domicile, en hausse de 3,5 points.

Performance par piliers

- Connectivité universelle : score de 82,6, en progression par rapport à 80,9 en 2024.
- Connectivité significative : score de 89,5, en légère hausse (88,7 en 2024).
- La différence entre ces deux piliers indique une amélioration dans l'usage et l'adoption des TIC.

Disparités et comparatifs

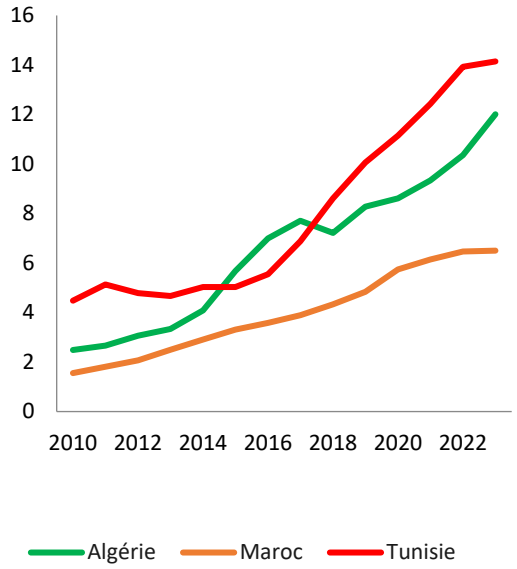
- La croissance en Algérie est notable, avec une augmentation de 6% du score global.
- La couverture mobile 3G et 4G s'est améliorée, mais la pénétration reste modérée comparée aux pays de revenu élevé (ex. Europe avec 94-95%).
- La part des ménages avec Internet à domicile (73,9%) reste inférieure à la moyenne mondiale (77,1%) mais supérieure à la moyenne africaine (56).

Défis et perspectives

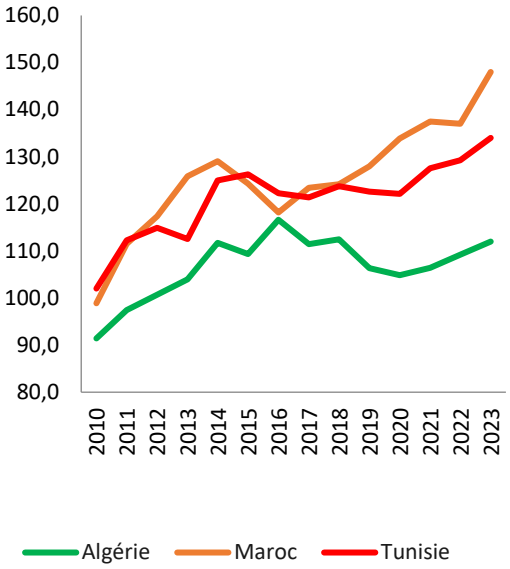
- La fracture numérique entre zones urbaines et rurales doit être réduite.
- La vitesse Internet et la qualité de service doivent encore progresser pour soutenir l'économie numérique.
- La croissance des abonnements mobile broadband (+2,3 points) est encourageante, mais le taux d'utilisation d'Internet (81%) doit continuer à augmenter.

L'Algérie affiche une progression significative dans le développement de ses TIC, avec une amélioration de 6% de son score IDI en un an, et une hausse notable de la couverture mobile et de l'usage d'Internet. Cependant, des efforts restent nécessaires pour augmenter la pénétration, améliorer la vitesse et réduire les inégalités régionales afin d'atteindre un niveau comparable aux pays de revenu moyen supérieur.

Abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe (pour 100 habitants) (source Banque Mondiale)



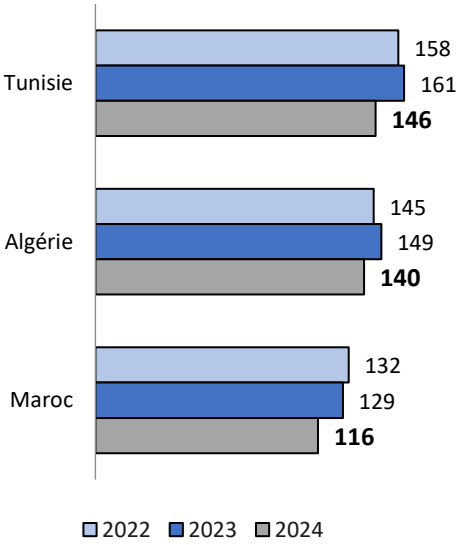
Abonnements à la téléphonie mobile (pour 100 habitants) (source Banque Mondiale)



Depuis 2010, l'Algérie a connu une croissance significative de ses infrastructures et usages numériques. Selon la Banque mondiale, la consommation de trafic internet mobile par abonnement est passée d'environ 10 GB en 2010 à plus de 130 GB en 2023, témoignant d'une adoption accélérée des smartphones et des services de données. La pénétration mobile en Algérie dépasse 100%, indiquant une saturation du marché avec une utilisation multiple des SIM, similaire à celle du Maroc et de la Tunisie, où la pénétration est également élevée. Cependant, la consommation moyenne de données en Algérie reste légèrement inférieure à celle du Maroc (150 GB en 2023) et de la Tunisie (140 GB), ce qui reflète une adoption encore en progression.
Les données de l'ARPCE montrent qu'en 2023, environ 73,9% des ménages disposent d'une connexion Internet à domicile, avec une majorité d'utilisateurs privilégiant la connexion mobile. La couverture 4G s'est étendue rapidement, mais la fracture numérique entre zones urbaines et rurales demeure un défi majeur, limitant l'inclusion numérique dans certaines régions reculées. La qualité et la vitesse de connexion doivent encore être améliorées pour soutenir la transformation digitale.
Comparativement, la Tunisie affiche une croissance plus rapide dans l'usage des TIC, avec une pénétration plus forte et une consommation de données plus élevée, ce qui indique une adoption plus avancée. Le Maroc, quant à lui, bénéficie d'un environnement plus mature, avec une infrastructure plus développée et une utilisation plus répandue des services numériques, principalement grâce à la présence des opérateurs mondiaux sur leur marché domestique.

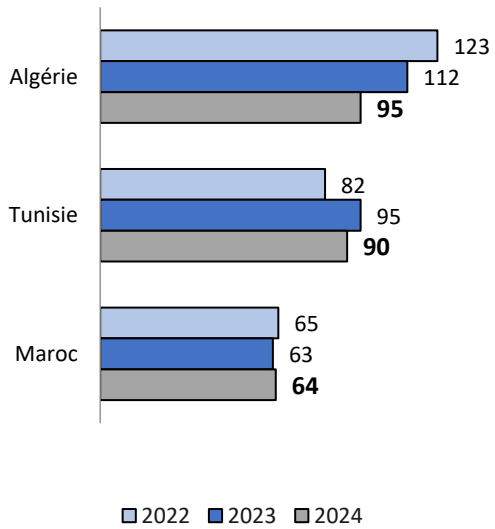
Classement débit internet fixe

(Classement sur 154 pays - source SpeedTest.net)



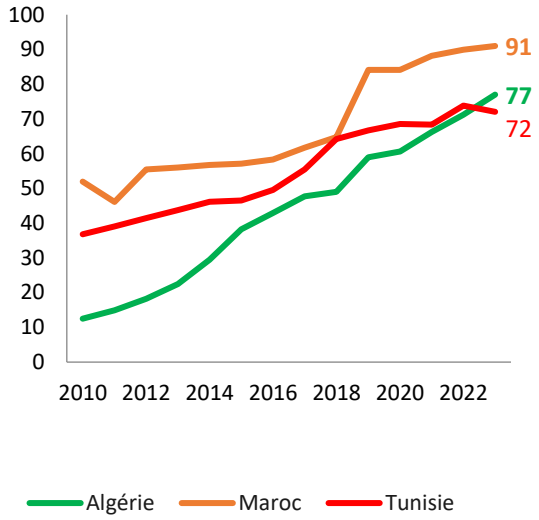
Classement débit internet mobile

(Classement sur 110 pays - source SpeedTest.net)



Depuis 2010, les débits Internet en Algérie ont connu une amélioration progressive, soutenue par le déploiement de la 4G et l'expansion de la fibre optique. Selon SpeedTest.net, la vitesse moyenne de téléchargement en 2023 se situe autour de 20 à 25 Mbps, ce qui permet une utilisation correcte des services numériques, mais reste inférieur à la moyenne mondiale (50-60 Mbps). La vitesse d'upload, quant à elle, tourne entre 5 et 10 Mbps, ce qui limite certains usages professionnels ou de streaming en direct. Les données de l'ARPCE confirment cette tendance, indiquant que la majorité des abonnements résidentiels disposent d'un accès à haut débit, avec une vitesse moyenne estimée entre 15 et 20 Mbps pour l'Internet fixe. La couverture fibre continue de s'étendre dans les grandes villes, mais reste encore limitée dans les zones rurales, où les débits peuvent descendre en dessous de 10 Mbps. La qualité et la stabilité du réseau varient selon les régions, avec une meilleure performance dans les zones urbaines comme Alger, Oran ou Constantine. La croissance des débits est encouragée par les investissements dans la fibre et la modernisation des réseaux mobiles, mais la couverture rurale et la réduction de la congestion restent des enjeux majeurs. La mise en œuvre de la 5G pourrait accélérer cette évolution dans les prochaines années. Ainsi, l'Algérie affiche une progression notable, mais doit poursuivre ses efforts pour atteindre des débits plus élevés et une couverture plus homogène, afin de soutenir pleinement sa transformation numérique.

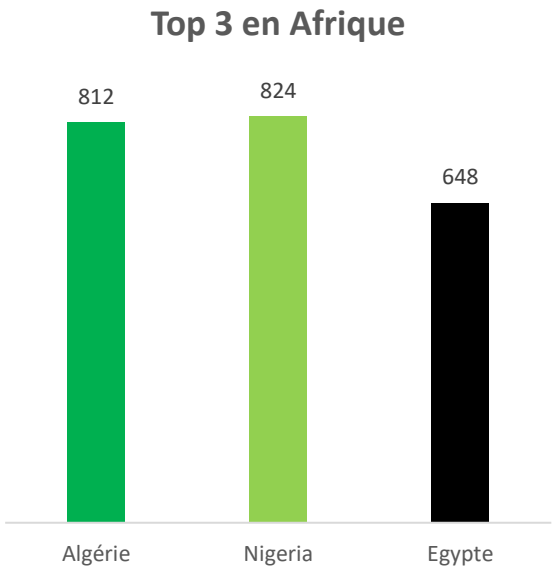
Utilisateurs d'internet en % de la population (source Banque Mondiale)



Depuis 2010, l'Algérie a connu une croissance notable de l'usage d'Internet. Selon l'UIT 2025, le taux d'utilisateurs d'Internet (pourcentage de la population) est passé d'environ 10% en 2010 à près de 50% en 2023. La pénétration mobile s'est également renforcée : en 2023, 98% de la population est couverte par le réseau 3G, et 94% par la 4G, avec une croissance annuelle du trafic mobile de 30%. Selon l'ARPCE, la proportion de ménages avec accès à Internet à domicile a atteint 73,9%, avec une vitesse moyenne d'environ 20-25 Mbps, ce qui favorise l'émergence de secteurs comme le commerce électronique, la digitalisation administrative et les services numériques. Toutefois, la fracture numérique entre zones urbaines et rurales reste un défi majeur.

L'impact économique de cette digitalisation est significatif : elle contribue à la diversification de l'économie, à la création d'emplois dans le secteur numérique, et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. La loi de finances 2024 a alloué 150 milliards DA pour renforcer les infrastructures numériques, encourager la digitalisation des services publics, et soutenir la formation aux compétences numériques. Elle prévoit aussi des exonérations fiscales pour les entreprises innovantes, afin de stimuler l'écosystème numérique national. Ces mesures visent à réduire la dépendance aux hydrocarbures, à favoriser l'inclusion numérique, et à accélérer la croissance économique. Comparé à ses voisins, le Maroc affiche une pénétration Internet supérieure (70% en 2023) avec une vitesse moyenne d'environ 40 Mbps, tandis que la Tunisie atteint 65% avec une vitesse de 35 Mbps. L'Algérie, malgré une croissance plus lente, bénéficie de mesures ambitieuses pour accélérer cette transition numérique dans les années à venir.

Les Start-up en Algérie (source startupranking.com)



L'écosystème startup en Algérie est en ébullition, mais reste encore en phase de développement comparé à certains pays africains comme le Nigéria ou l'Afrique du Sud. En Algérie, on recense plus de 800 startups en 2024, principalement dans les services, l'e-commerce ou la formation. La jeunesse (plus de 60% de la population a moins de 30 ans) et l'augmentation de l'accès à Internet (50% de la population connectée en 2023) favorisent cette dynamique.
Le Top 5 des startups algériennes est le suivant :

- YASSIR (transport des personnes et d'autres services)
- Legal doctrine (la première plateforme juridique en Afrique)
- Siamois QCM (plateforme e-learning pour les étudiants en médecine, pharmacie et dentaire)
- OkStore (e-commerce)
- TalabaStore (e-commerce pour étudiants)

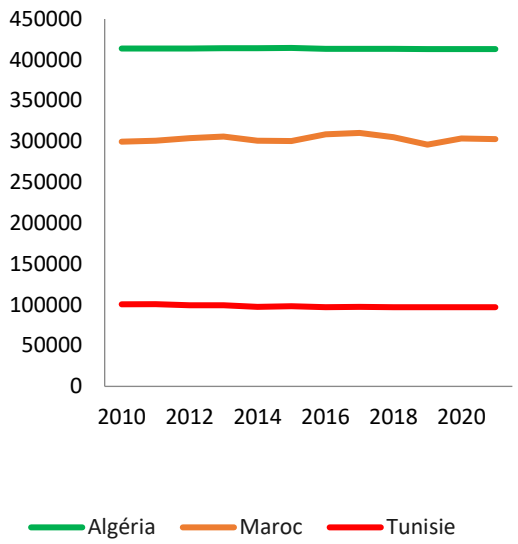
Ce résultat est le fruit d'une amélioration significative des TIC an Algérie, et de plusieurs mesures incitatives du gouvernement algérien.
Ainsi, la loi de finances 2024 prévoit :

- Un fonds d'investissement : Création d'un fonds dédié à l'innovation et aux startups doté de 50 milliards DA (environ 350 millions €).
- Des exonérations fiscales : Exonération de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pendant 5 ans pour les startups innovantes, ainsi que des taxes à l'importation de matériel technologique.
- Un soutien à l'incubation : Mise en place de 10 incubateurs publics et privés avec un budget de 20 milliards DA.
- Une Simplification administrative : Création d'un guichet unique pour la création d'entreprises numériques.

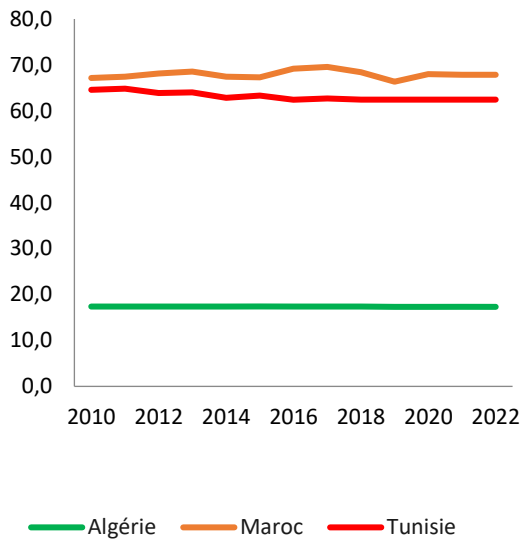
Par ailleurs, et lors de *Global Entrepreneurship Summit 2025*, tenu aux États-Unis, l'Algérie a reçu le prestigieux *Policy Champion Award*, une distinction internationale qui récompense les gouvernements ayant apporté un soutien concret et structurant à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

Agriculture

Terres agricoles en KM² (source Banque Mondiale)



Terres agricoles en % du territoire (source Banque Mondiale)



En 2024, le secteur agricole a poursuivi sa dynamique de transformation, soutenu par des politiques publiques ambitieuses et des investissements stratégiques. L'agriculture représente désormais environ 15 % du PIB national, avec une valeur estimée à 37 milliards de dollars, consolidant sa place comme deuxième pilier économique après les hydrocarbures.

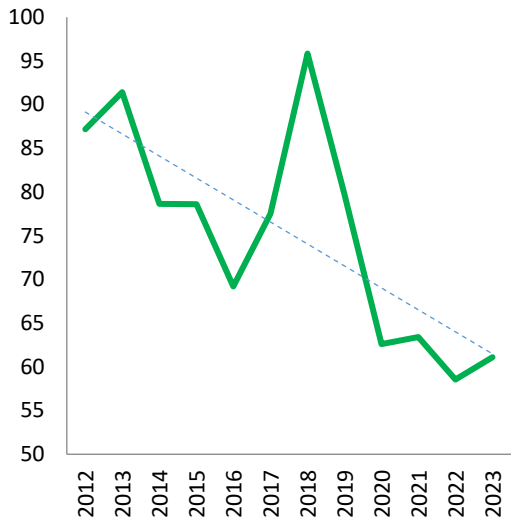
La Surface Agricole Utile (SAU) est estimée à 8,5 millions d'hectares, sur un potentiel de 42 millions, le dernier recensement agricole général a relevé 230 000 nouvelles exploitations agricoles par rapport à 2001 (date du dernier RGA). Cette expansion s'explique notamment par la mise en culture de surfaces supplémentaires dans le sud du pays accompagnée de projets structurants, comme le partenariat avec *Bonifiche Ferraresi* à Timimoun (36 000 ha) et *Baladna* à Adrar (117 000 ha), visant à renforcer la production céréalière, laitière et animale.

Le secteur est cependant menacé par les défis climatiques, notamment une pluviométrie irrégulière et un stress hydrique persistant, rappelant le besoin d'adopter une stratégie d'adaptation long terme. Il faut par ailleurs, moderniser les systèmes d'irrigation en vue de rationaliser l'utilisation de l'eau des nappes phréatiques surtout dans le sud du pays, puisque c'est une ressource majoritairement non renouvelable.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'Algérie a maintenu sa position de leader au Maghreb et s'est classée 54e au niveau mondial selon l'indice de 2022. Seuls 2,5 % de la population sont exposés à l'insécurité alimentaire, un taux bien inférieur à la moyenne régionale. Cependant, l'Algérie a tout intérêt à promouvoir la recherche pour développer une agriculture la plus biologique possible.

Enfin, des mesures de soutien ont été renforcées : subventions sur les intrants agricoles, raccordement électrique des exploitations, et simplification des procédures administratives. Ces efforts visent à atteindre les objectifs de production fixés pour 2024, notamment 7,1 millions de tonnes de céréales, 6 millions de tonnes de pommes de terre, et 4,8 milliards de litres de lait. L'absence de données fiables ne permet pas de conclure à date sur ces objectifs.

Pluviométrie en mm (source Banque Mondiale)



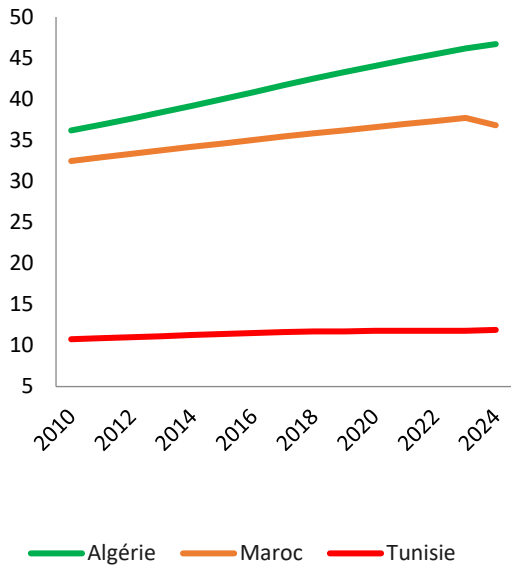
En 2024, l'Algérie a connu une variabilité importante des précipitations, avec des épisodes marqués par des pluies intenses, mais aussi des périodes de sécheresse prolongée. Les précipitations moyennes journalières ont été relativement faibles sur l'année, autour de 1 mm par jour en moyenne à nuancer par le fort contraste entre les régions du nord et le désert.
Le mois de février 2024 a connu un épisode pluvieux important entre le 16 et le 18 février, avec des cumuls significatifs témoignant d'une tendance vers un régime irrégulier et ponctué de pics violents.

- Blida : 90mm
- Yatafen : 60mm
- Miliana, Medea : 57 mm
- Tizi-Ouzou : 52mm
- Bouira : 53mm
- Alger, Dar-El-Beida: 44mm
- Souk Ahras : 41mm

Ces pluies ont provoqué des inondations locales, notamment dans la wilaya de Jijel.
Le taux moyen de remplissage des barrages en Algérie pour les trois premiers mois de l'année 2024 est de 36,92 %, ce chiffre reflète une légère amélioration par rapport aux années précédentes, mais reste en dessous de la moyenne historique.

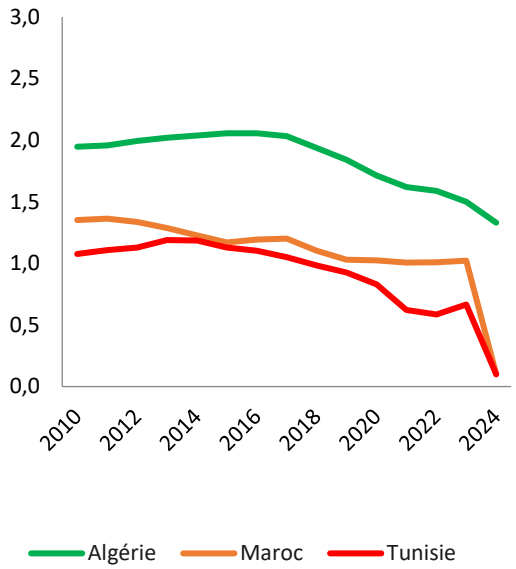
Santé et population

Population en millions d'habitants (source Banque Mondiale)



En 2025, la population de l'Algérie est estimée à environ 47,4 millions d'habitants, selon les données de *Worldometer* . Cette croissance démographique soutenue, d'environ 1,33 % par an, reflète une dynamique jeune, avec une médiane d'âge de 28,6 ans. Environ 74,4 % de la population vit en milieu urbain, ce qui représente environ 35,3 millions de personnes.
La baisse relative de la population marocaine est juste une régularisation par rapport au recensement de la population qui a eu lie l'année dernière.

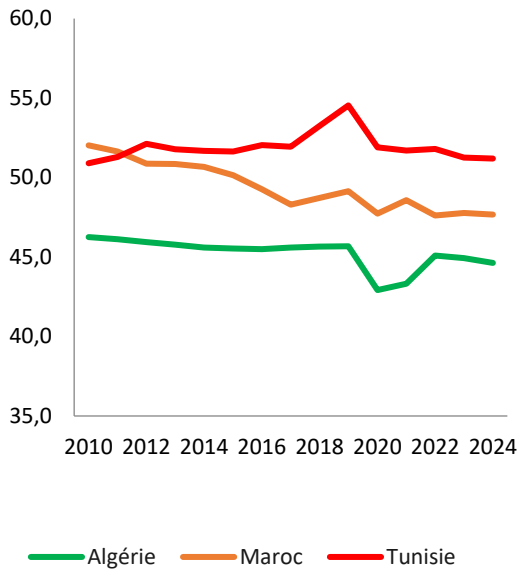
Croissance de la population en % (source Banque Mondiale)



En 2025, la population algérienne atteint environ 47,4 millions d'habitants, avec une croissance annuelle de 1,33 %. Toutefois, cette croissance ralentit en raison d'une baisse de la natalité, qui est tombée sous les 900 000 naissances en 2023. Parallèlement, l'espérance de vie augmente (81 ans pour les femmes), et la population vieillit, avec une part croissante des plus de 60 ans. Cette transition démographique impose des défis importants pour les politiques sociales et sanitaires du pays.

Taux de participation à la population active

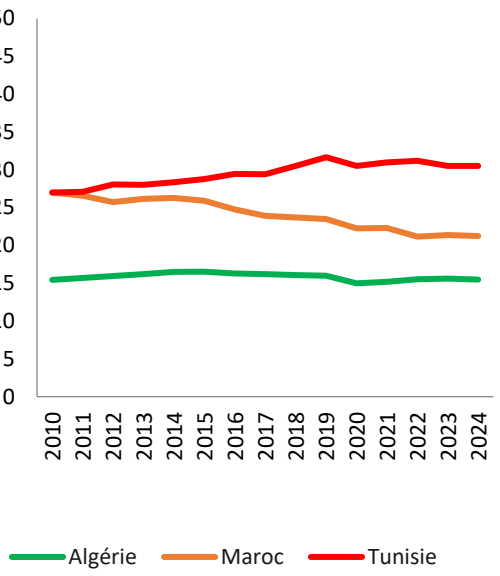
en % de la population totale de 15 à 64 ans (source Banque Mondiale)



En 2024, le taux de participation à la population active en Algérie s'élève à 44,6 %, un chiffre relativement faible au regard des standards internationaux. Cette participation reste dominée par les hommes, dont le taux atteint 63,9 %, tandis que la tranche des jeunes et des personnes peu qualifiées est souvent sous-représentée sur le marché du travail. Ce niveau modéré de mobilisation de la main-d'œuvre reflète des freins structurels : inadéquation entre formation et emploi, rigidité du marché du travail, et poids de l'économie informelle.

Taux de participation à la population active, femmes

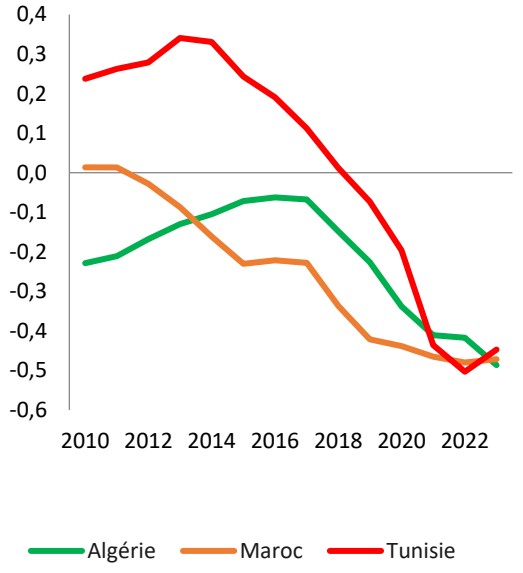
en % de la population totale de 15 à 64 ans (source Banque Mondiale)



Le contraste est particulièrement marqué pour les femmes, dont le taux de participation ne dépasse pas 17 %. Cette sous-représentation chronique traduit à la fois des obstacles socioculturels, le manque d'accès aux opportunités économiques, et des contraintes pratiques comme l'insuffisance de services de garde d'enfants. Malgré les progrès éducatifs réalisés, leur faible intégration dans le marché du travail constitue un gisement de croissance inexploité. Promouvoir l'emploi féminin passe par des réformes structurelles : amélioration de l'environnement de travail, soutien à l'entrepreneuriat féminin et changement des mentalités.

Croissance de la population rurale

en % (source Banque Mondiale)



En 2025, la population rurale algérienne représente environ 24,7 % de la population totale, soit près de 11,5 millions d'habitants. Cette population

Population urbaine

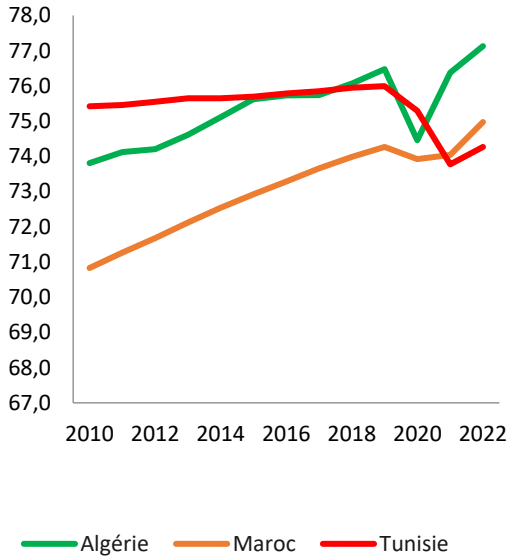
en millions d'habitants (source Banque Mondiale)

En 2025, la population urbaine en Algérie représente environ 74,4 % de la population totale, soit près de 35,3 millions d'habitants. Cette proportion est

décline en moyenne de 1,5 % par an, conséquence d'un exode rural important vers les villes. Ce phénomène s'explique par des conditions de vie difficiles, un accès limité aux infrastructures et services, ainsi que par un secteur agricole peu productif et un chômage rural élevé. Par ailleurs, la dégradation des ressources naturelles ajoute une pression supplémentaire sur ces zones.
Face à ces défis, des opportunités existent pour revitaliser les zones rurales : le développement de l'agriculture durable, l'innovation technologique, la valorisation du tourisme rural et l'amélioration des infrastructures peuvent soutenir une dynamique positive. De plus, des programmes de formation et d'accompagnement entrepreneurial pour les jeunes ruraux sont essentiels pour créer des emplois locaux et freiner l'exode.
Ainsi, pour assurer un développement équilibré, il est crucial que les politiques publiques mettent l'accent sur un soutien fort aux territoires ruraux, afin d'en faire des leviers durables de croissance économique et sociale en Algérie.

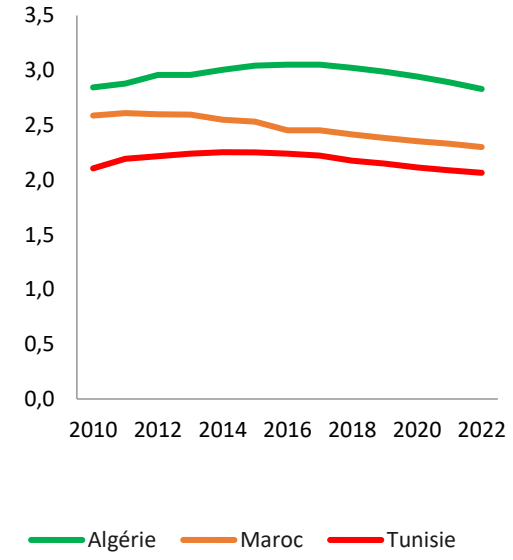
en constante augmentation depuis plusieurs décennies, traduisant un exode rural soutenu et une forte concentration des populations dans les grandes villes. Cette urbanisation rapide engendre de nombreux défis : pression sur les infrastructures, tension sur le logement, congestion des transports, et déséquilibres régionaux croissants. Toutefois, elle représente également une opportunité pour repenser l'aménagement du territoire, moderniser les services urbains et renforcer les dynamiques économiques locales, à condition que les politiques d'urbanisme soient anticipatives et inclusives.

Espérance de vie en années (source Banque Mondiale)



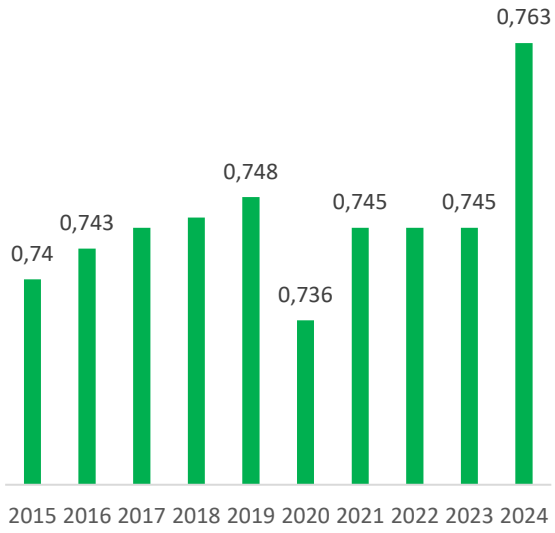
En 2025, l'espérance de vie à la naissance en Algérie s'élève à environ 77,5 ans en moyenne, avec une disparité notable entre les sexes : environ 81 ans pour les femmes et 74 ans pour les hommes. Cette progression s'explique par les améliorations dans les secteurs de la santé publique, la réduction de la mortalité infantile, ainsi que l'accès accru aux soins médicaux.
Toutefois, des défis subsistent, notamment la montée des maladies chroniques liées au vieillissement et aux modes de vie, ainsi que les inégalités d'accès aux soins entre zones urbaines et rurales. Cette évolution démographique impose une adaptation des politiques sanitaires pour répondre aux besoins d'une population vieillissante.

Taux de fertilité en naissances par femme (source Banque Mondiale)



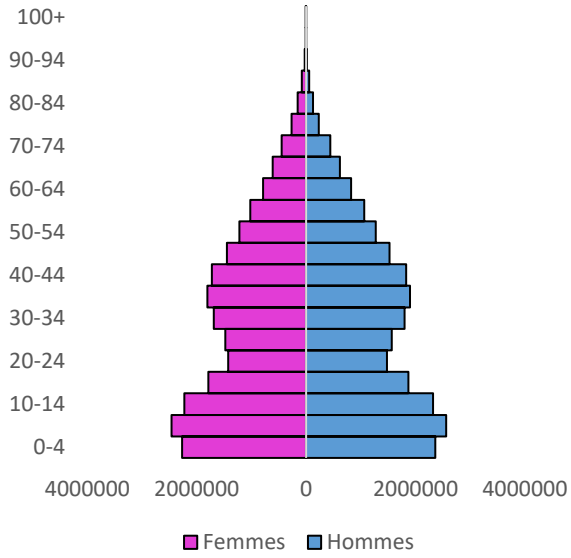
En 2025, le taux de fertilité en Algérie s'établit à 2,71 enfants par femme, en baisse de 1,46 % par rapport à 2024, où il était de 2,75. Cette diminution s'inscrit dans une tendance structurelle : après un pic autour de 3,09 en 2016-2017, le chiffre est passé sous la barre des 3 entre 2018 et 2019, poursuivant sa chute vers les 2,7 enfants.
Alors que le seuil de renouvellement des générations est estimé à environ 2,1, l'Algérie reste au-dessus de ce seuil, mais le recul progressif de la fécondité pose la question de l'adaptation des politiques publiques en matière de santé, éducation et protection sociale.

Indice de développement humain (source *Human Development Report*)



En 2024, l'indice de développement humain (IDH) de l'Algérie atteignait 0,763, en forte progression depuis 0,745 en 2023, ce qui positionne le pays dans la catégorie des "haut développement humain", au-dessus de la moyenne mondiale de 0,744. Ce score place l'Algérie parmi les leaders du continent africain, juste derrière Maurice et les Seychelles. Ce résultat reflète plusieurs avancées comme l'amélioration de l'espérance de vie (passée d'environ 77 ans à 78 ans) ainsi que le Progrès dans l'éducation, avec un accès quasi universel à l'enseignement primaire et un taux d'alphabétisation élevé. L'Algérie a consolidé son niveau de développement humain, affichant un score solide et une place enviable en Afrique. Toutefois, pour transformer cette réussite en progrès durable, une attention accrue à la réduction des inégalités, à l'éducation de qualité et à la diversification économique sera indispensable.

Pyramide des âges (source *Human Development Report*)



La pyramide des âges algérienne en 2025 reflète une transition démographique marquée par une baisse progressive de la natalité et un allongement de l'espérance de vie. La population jeune reste majoritaire, avec environ 27 % des habitants âgés de moins de 15 ans, mais cette proportion diminue lentement par rapport aux décennies précédentes.
La tranche des 15-59 ans, représentant la population active, constitue environ 63 % de la population totale, tandis que la part des plus de 60 ans augmente, atteignant près de 10 %. Ce vieillissement relatif témoigne de l'évolution vers une population plus mature, posant des défis pour les systèmes de protection sociale et de santé.
Cette dynamique impose la nécessité d'adapter les politiques publiques, notamment en matière d'emploi, de formation et de prise en charge des personnes âgées.

Le Bulletin Economique Algérien

Tous droits réservés à Jil Jadid